



IDEX Lyon-St-Etienne « Imagine » - 2^e version : nouvelle étape vers la dislocation de l'enseignement supérieur et la recherche

Le projet d'Idex « Lyon - St-Etienne -Imagine » poursuit son néfaste chemin, puisqu'il est au nombre des 7 projets présélectionnés, de même que celui du PRES de Grenoble :

- rappelons qu'à Saint-Etienne le CA de l'Université Jean Monnet du 13 décembre 2010 a voté pour le projet d'Idex sans même avoir pris connaissance du projet !

- Les documents présentés le 10 mai par le président du PRES, qui constituent une nouvelle formulation du projet en vue de sa présentation à la sélection finale, ne changent pas les options fondamentales du projet initial, qu'elles aggravent plutôt. On peut signaler cependant :

- le resserrement sur deux thématiques : Santé et Société ; - Sciences et Ingénierie pour le développement durable, reliées par une « problématique transversale » intitulée « Modélisation des systèmes complexes » ;

- quelques précisions sur les modalités de « gouvernance » de l'Idex mais aussi, puisqu'il en est le support, du PRES et des universités qui le composent :

-> pour l'Idex un « comité exécutif » de 9 membres en tout et pour tout, dont 4 seulement issus des établissements membres du PRES, une « fondation » (chargée de gérer les intérêts du capital dévolu au titre du Grand Emprunt) dont 4 des 12 membres seraient issus de l'« université » de Lyon, les autres étant « issus du monde socio-économique » (concrètement, des patrons) ou bien des « personnalités qualifiées » (?) ;

-> pour l'« Université de Lyon », un « comité constitutif » (25 membres issus des CA des établissements de l'UdL) sera mis en place pour réfléchir à l'« avenir du site universitaire Lyon-St-Etienne ». La réflexion dudit comité sera sans doute de courte durée puisqu'un schéma en présente par avance le résultat : une « grande » (on aurait été étonné du contraire) « université fédérale de Lyon », qui devrait être constituée « avant la fin de 2013 ».

L'IDEX Lyon-St-Etienne « Imagine » confirme donc son caractère destructeur et sa place dans la politique d'ensemble de l'appel d'offres aux Idex à l'échelle nationale :

► **universités placées sous la coupe d'intérêts privés externes** (le pré-projet était le prolongement d'un accord entre UdL et MEDEF-CGPME-grandes banques et grandes entreprises de la région lyonnaise, le projet révisé renforce encore les liens avec les entreprises, le « partenariat avec les entreprises et les acteurs socio-économiques » étant même désormais « consubstantiel du projet » ...)

► **financements à court terme, sur projets, hors de tout véritable contrôle universitaire** (les « fondations », dominées par des personnalités extérieures, seront chargées de gérer les fonds en fonction d'objectifs « entrepreneuriaux ») ;

► **financements asséchés pour tous ceux qui ne seront pas dans le « périmètre » de l'Idex ;**

► **délaissement consécutif des domaines de recherche qui ne seront pas « rentables » ou directement utilitaires** (singulièrement en SHS, Lettres et Langues, mais de manière générale l'ensemble de la recherche fondamentale est menacé)

► **éclatement des cadres universitaires nationaux au profit de la « territorialisation »** de toute l'activité universitaire ;

► **dévalorisation puis disparition des diplômes nationaux** (remplacés par des diplômes « maison », des « labels » divers et variés) ;

► **dislocation des institutions universitaires existantes**, renforcement, dans le prolongement de la LRU, du caractère oligarchique des institutions universitaires et partant **mise en cause de l'indépendance des universitaires**, qui doivent pouvoir choisir eux-mêmes leurs projets de recherche ;

